

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 11 au 17 mars 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine	2
Graphique de la semaine.....	2
Fait marquant: Les régulateurs soumettent à Rachel Reeves des mesures d'allègement réglementaire pour stimuler la croissance.....	3
En bref	3
Actualités macroéconomiques	4
CONJONCTURE	4
FINANCES PUBLIQUES	5
FISCALITE	5
CONDITIONS DE VIE.....	6
IMMOBILIER	6
Actualités commerce et investissement	6
COMMERCE	6
INVESTISSEMENT	7
Actualités financières	8
REGLEMENTATION FINANCIERE	8
MARCHES FINANCIERS	9

Le chiffre de la semaine

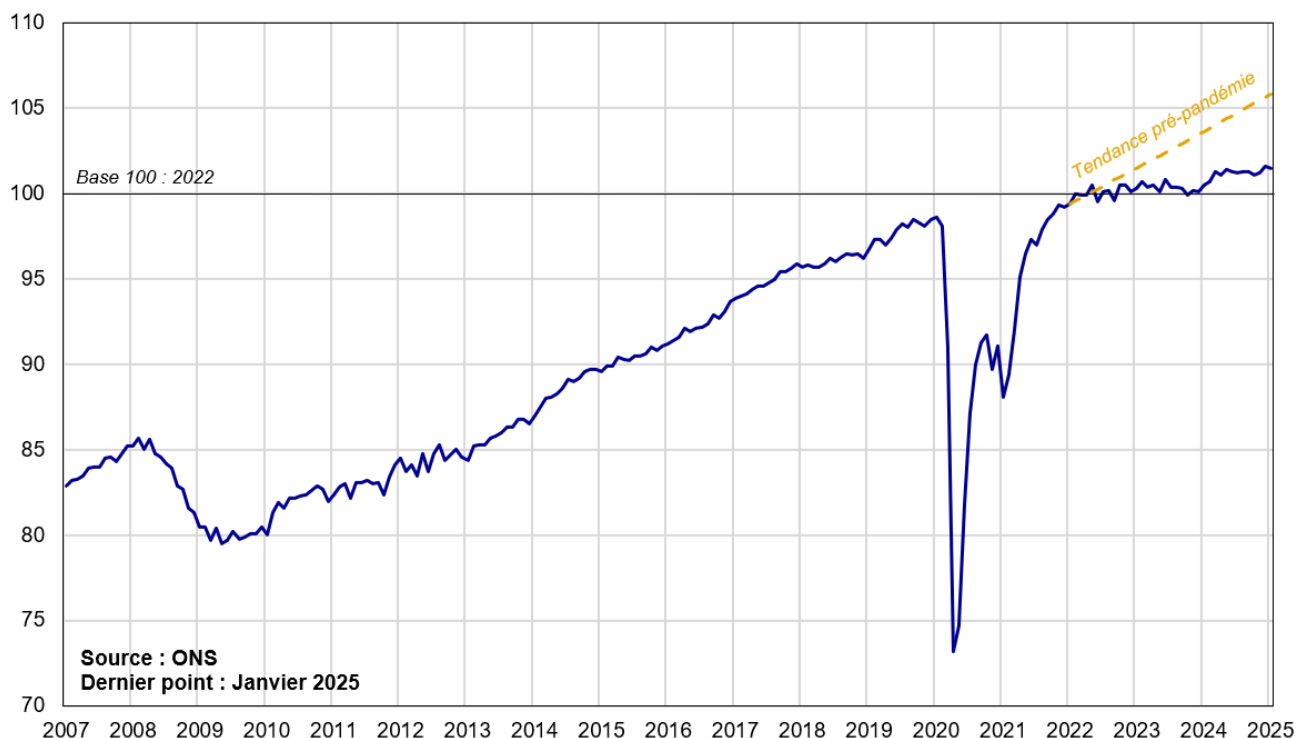
Selon l'[ONS](#), le taux de croissance mensuel du PIB s'établit à $-0,1\%$ en janvier (après $+0,4\%$ en décembre) et en dessous du consensus ($+0,1\%$). La décomposition sectorielle indique que le secteur industriel a majoritairement contribué à la baisse du PIB en janvier : l'industrie a connu une contraction de $-0,9\%$ sur le mois, elle-même induite par une mauvaise performance de l'industrie manufacturière ($-1,1\%$) et de l'industrie extractive ($-3,3\%$). Le secteur de la construction a également reculé ($-0,2\%$). En outre, le produit du secteur des services a marginalement crû ($+0,1\%$), freiné par l'hébergement et la restauration ainsi que l'information et la communication, malgré une bonne performance des services administratifs. Le secteur agricole a affiché une performance positive ($+0,2\%$), mais son effet est négligeable sur la croissance. Notons que les taux de croissance mensuels peuvent être volatiles et doivent être lus avec précaution. Les analystes anticipent une croissance trimestrielle de $+0,3\%$ au premier trimestre de 2025.

LE CHIFFRE À RETENIR

$-0,1\%$

Graphique de la semaine

Evolution mensuelle du PIB britannique (2007-2024)



Source : Bureau des statistiques nationales (ONS), 14 mars 2025.

Fait marquant : Les régulateurs soumettent à Rachel Reeves des mesures d'allègement réglementaire pour stimuler la croissance.

Dans le cadre d'un "Plan for Change" visant à alléger les lourdeurs administratives et à stimuler la croissance, La chancelière Rachel Reeves s'est entretenue avec les régulateurs britanniques. Après l'annonce de la suppression de *NHS England* la semaine dernière, la chancelière s'attaque désormais aux agences de [régulation](#). Son objectif est de réduire le nombre de régulateurs, de simplifier leurs fonctions juridiques et de rendre le système réglementaire plus efficace. Les entreprises pourraient économiser plusieurs milliards de livres ; l'objectif affiché est de réduire le « coût administratif de la régulation » d'un quart. L'une des principales mesures consiste à instaurer un processus de régulation simplifié pour les grands projets. Cela implique d'éliminer les doublons administratifs en instaurant un point de contact unique, de renforcer le pouvoir des autorités locales et de supprimer les règles allant au-delà des exigences légales, sources de coûts inutiles et de retards dans la planification des infrastructures.

Après des semaines de négociations, les huit principaux régulateurs ont dévoilé [60 mesures](#) pour dynamiser la croissance. Cela inclut par exemple l'accélération du développement de nouveaux médicaments, la révision de la limite de 100 £ pour les paiements sans contact, la simplification des règles hypothécaires et deux essais majeurs de vol de drones pour préparer l'essor de la livraison aérienne. De nombreuses réglementations environnementales ont également été revues, impactant des projets comme le tunnel *Lower Thames Crossing* (sous réserve d'approbation) ou l'extension de l'aéroport d'Heathrow. Dans les mois à venir, le gouvernement a indiqué qu'il poursuivra sa collaboration avec les régulateurs pour privilégier une approche axée sur la croissance, et pas uniquement sur la gestion des risques. Cet été, les ministres présenteront à la chancelière de l'Échiquier de nouvelles propositions pour simplifier encore davantage le cadre réglementaire.

En bref

- La livre sterling s'apprécie très légèrement par rapport à l'euro et atteint 1,1898 € (+0,1 % sur la semaine). Face au dollar américain, la livre s'apprécie davantage, à 1,2974 \$ (+0,7 % sur la semaine).
- Au 17 mars, le rendement du *gilt* (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,66 %, en hausse par rapport à la semaine passée (+6 pdb), après avoir dépassé 4,70 % en cours de semaine en raison de l'inquiétude liée au contenu de la déclaration budgétaire de printemps (*Spring Statement*) prévu le 26 mars.
- Le premier ministre, Keir Starmer, a [annoncé](#) la suppression du *NHS England* (département public non ministériel affilié au ministère de la Santé en charge de la gestion et de la supervision du service national de santé en Angleterre) dans le but de réduire les coûts administratifs et de générer des économies (et in fine améliorer les soins).
- Selon un [rapport](#) de l'*Institute for Fiscal Studies* (IFS), la forte hausse du nombre de bénéficiaires des prestations sociales de santé est majoritairement portée par la prévalence de cas liés à la santé mentale.

- Le [Ministre](#) du Commerce et des Entreprises, Jonathan Reynolds, se rend à Washington pour poursuivre les discussions autour d'un accord « économique » avec les États-Unis.
- L'*Office for National Statistics* (ONS) [retarde](#) la publication de ses données commerciales après avoir découvert une erreur sur les statistiques du commerce des services. La publication est désormais prévue le 28 mars.
- Le Royaume-Uni et les Philippines [lancent](#) leur commission économique et commerciale bilatérale (*Joint Economic and Trade Committee*).
- Le gouvernement britannique dévoile une nouvelle organisation du *Board of Trade*, destiné à [renforcer](#) le soutien aux petites et moyennes entreprises et à promouvoir les exportations. Le « board » est composé de chefs d'entreprises et d'experts représentant les secteurs à succès de l'industrie britannique.
- Le gouvernement britannique [lance](#) une consultation sur l'accès des petites et moyennes entreprises aux financements, jusqu'au 8 mai 2025.
- Sur avis de l'Autorité en charge de la défense commerciale (TRA, ou *Trade Remedies Authority*), le gouvernement britannique [abroge](#) les droits anti-dumping sur les importations de cuirs et peaux chamoisés en provenance de Chine.
- Le *National Audit Office* (NAO) publie un [rapport](#) sur l'efficacité du soutien du ministère du Commerce et des Entreprises aux secteurs industriels prioritaires du Royaume-Uni. Selon le rapport, le [ministère](#) ne dispose pas d'une vision complète des dépenses de soutien aux entreprises et peine à influencer les arbitrages interministériels.
- Le Royaume-Uni publie son [rapport](#) annuel sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- L'autorité européenne des marchés financiers ([ESMA](#)) prolonge la décision de reconnaissance de 3 chambres de compensation établies au Royaume-Uni.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

L'OCDE abaisse les prévisions de croissance du Royaume-Uni, en insistant sur le climat d'incertitude économique mondial. Dans son [Rapport intermédiaire sur les perspectives économiques de mars 2025](#), les prévisions de croissance du Royaume-Uni ont été revues à la baisse, à +1,4 % pour 2025 (-0,3 pt) et +1,2 % pour 2026 (-0,1 pt). Pour rappel, la Banque d'Angleterre prévoit +0,75 % en 2025 et +1,5 % en 2026, alors que le FMI anticipe +1,6 % en 2025 et +1,5 % en 2026. L'OBR actualisera ses prévisions le 26 mars: plus optimiste que les autres institutions pour l'instant, il anticipait en octobre dernier +2,0 % en 2025 et +1,8 % en 2026. Pour ce qui est de l'inflation, les prévisions de l'OCDE restent inchangées, à +2,7 % pour 2025 et +2,3 % pour 2026. L'OCDE évoque le Royaume-Uni à plusieurs reprises le long de son rapport. Par exemple, l'organisation note que les salaires réels sont bien supérieurs à l'avant-pandémie. Ceci explique en partie les pressions à la hausse sur l'inflation des services, entraînant une hausse des anticipations de l'inflation. L'OCDE anticipe un assouplissement graduel de la politique monétaire britannique, avec une baisse du taux directeur plus lente qu'en zone euro mais plus rapide qu'aux États-Unis.

Les ventes au détail ont [augmenté](#) de +1,1 % (g.a.) en valeur en février, selon *British Retail Consortium* (BRC). Après une augmentation plus marquée de +2,6 % en janvier, la valeur des ventes au détail a augmenté dans une moindre mesure en février. Cette

dynamique s'explique par la faible confiance des consommateurs et les inquiétudes sur le marché du travail qui affectent les dépenses des ménages. Les ventes non alimentaires ont stagné, reflétant des conditions météorologiques défavorables et une faible fréquentation des magasins. Toutefois, la hausse prévue de l'inflation au-dessus de +3,7 % (g.a.) en cours d'année pourrait peser sur le pouvoir d'achat et la confiance des consommateurs. En prenant en compte l'évolution de l'indice des prix de BRC ainsi que les variations saisonnières, le volume des ventes au détail aurait réellement crû de +0,4 % en février.

Finances publiques

La Resolution Foundation (« RF », institut de recherche) [suggère](#) à la chancelière R. Reeves de prendre des mesures de hausse de recettes pour se redonner de la marge budgétaire, plutôt que de couper dans les prestations sociales. La déclaration budgétaire du 26 mars par la chancelière (*spring statement*) aurait dû être un non-événement, car elle s'était engagée à ne tenir qu'un seul événement budgétaire par an (celui d'automne). Or, en raison d'un ralentissement des perspectives économiques, d'une trajectoire moins dynamique des recettes et, surtout, d'une hausse des taux d'intérêt (taux directeur, rendement des *gilts*), la marge budgétaire serait désormais négative (-4,4 Md£ selon la RF). Si le débat politique évoque aujourd'hui une réduction de certaines prestations sociales, la RF considère que de telles mesures seraient inefficaces : elles dégageraient relativement peu d'économies, pour un coût politique et social élevé, et affecteraient principalement les ménages à revenus faibles et moyens. C'est pourquoi la RF considère opportun de lever certaines recettes supplémentaires : principalement, un prolongement du gel des seuils de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales, pour deux années supplémentaires jusqu'à 2029-30, permettrait de libérer 8 Md£ en 2029-30.

Selon le *National Audit Office* (NAO), le gouvernement a [modifié](#) la réglementation des visas pour travailleurs qualifiés sans pleinement comprendre les conséquences économiques. Le NAO a reproché au gouvernement son manque d'analyse sur ses mesures sur le visa pour travailleurs qualifiés (*skilled worker visa*). L'institution souligne que le ministère de l'Intérieur n'a pas correctement évalué les effets de l'extension du visa aux aides-soignants en 2022, ce qui a entraîné une forte hausse de l'immigration de travail (de 130 000 individus en 2021 à un pic de 510 000 en 2023, dont 380 000 dans le secteur de la santé). Entre 2021 et 2023, le ministère de l'Intérieur avait anticipé l'arrivée de 360 000 travailleurs qualifiés, contre 930 000 en réalité. En 2024, le gouvernement a de nouveau modifié les règles pour réduire l'immigration, mais de nouveau sans étude approfondie des conséquences, ce qui a entraîné une chute brutale des demandes de visa, notamment dans le secteur de la santé, où les pénuries de main-d'œuvre restent critiques. Le rapport du NAO intervient alors que le gouvernement s'apprête à publier un livre blanc dans le but de réduire l'immigration de travail tout en promouvant la formation et le recrutement des Britanniques.

Fiscalité

Le fisc britannique (HMRC) [intensifie](#) sa lutte contre la fraude fiscale, avec un triplement des enquêtes sur le paiement de l'impôt sur les plus-values. En 2023-24, HMRC a clôturé 14 223 enquêtes au sujet de la *capital gains tax*, contre 4 564 l'année précédente, dans un contexte où l'objectif du gouvernement est d'augmenter les recettes fiscales en luttant contre la fraude et l'évasion. Malgré ce triplement des investigations, les recettes supplémentaires perçues à l'issue des enquêtes n'ont augmenté que de 12 %, atteignant 202 M£ en 2023-24 (après 181 M£ en 2022-23). HMRC continue d'affiner ses méthodes, exploitant davantage les données foncières et les échanges d'informations internationales. Les exonérations fiscales ayant été

drastiquement réduites en 2023-24, les propriétaires et les investisseurs sont dans le viseur de l'administration.

Conditions de vie

Un rapport du *National Institute of Economic and Social Research (NIESR)* [met en avant la stagnation du revenu réel au Royaume-Uni](#). Depuis la crise financière de 2007-08, le revenu réel britannique a faiblement crû – du fait de la faible croissance de la productivité –, conduisant à un durcissement des conditions de vie pour certaines catégories de la population. En outre, l'économie britannique est caractérisée par de fortes inégalités territoriales en termes de revenu. Ainsi, les ménages britanniques les plus pauvres (premier décile de la distribution du revenu réel) le sont désormais davantage que les ménages slovènes ou maltais les plus pauvres. En outre, le rapport note que le Royaume-Uni dispose de l'une des protections sociales les moins généreuses parmi les pays de l'OCDE, aggravant le constat de la stagnation des conditions de vie. Pour pallier cette dynamique, le NIESR propose de réformer certains impôts et dispositifs d'aides (baisse de la TVA, diminution du premier seuil de l'impôt sur le revenu, suppression du *two-child limit* qui plafonne les prestations sociales...) pour cibler en particulier les ménages les moins aisés.

Immobilier

L'indice des prix de l'immobilier de [Rightmove](#) (site internet d'annonces immobilières) a augmenté de +1,1 % en mars (après +0,5 % en février). L'indice n'est pas ajusté des variations saisonnières et croît traditionnellement de cette ampleur en mars. Le prix moyen demandé par les vendeurs augmente ainsi à 372 000 £ pour une maison. Les mois de février et mars sont historiquement des mois très dynamiques, mais la concurrence entre vendeurs est aujourd'hui très élevée. Actuellement, 575 000 transactions sont en cours de finalisation (avec l'espoir qu'elles soient conclues avant l'entrée en vigueur de la hausse de la *stamp duty* au 1^{er} avril). L'activité du marché reste dynamique, avec +8 % de nouveaux vendeurs et +9 % de ventes conclues par rapport à l'an dernier. Si les taux hypothécaires demeurent élevés, ils suivent néanmoins une trajectoire baissière amorcée par la récente baisse du taux directeur de la banque d'Angleterre en février. Le taux hypothécaire fixe sur cinq ans est à 4,74 %, bien en dessous du pic de juillet 2023 (6,11 %) et légèrement inférieur au niveau de mars 2024 (4,84 %).

Actualités commerce et investissement

Commerce

Selon [l'organisation](#) professionnelle de l'agroalimentaire (*Food and Drink Federation*), les [exportations](#) de produits alimentaires vers l'UE ont chuté d'un tiers depuis 2019. Les données de l'organisation professionnelle mettent en évidence une chute des exportations de produits alimentaires du Royaume-Uni (-19,8 % entre 2020 et 2024), particulièrement marquée pour les exportations vers l'UE (-34,6 %). L'organisation considère que les formalités administratives requises depuis le Brexit pèsent fortement sur les exportations britanniques vers l'UE. L'UE demeure toutefois un partenaire majeur pour le Royaume-Uni. En effet, deux tiers des exportations alimentaires britanniques sont destinées à l'UE, avec l'Irlande et la France figurant comme principaux marchés-pays, suivis par les États-Unis.

Les mesures de rétorsion commerciales [annoncées](#) par la Commission européenne face aux droits de douane américains sur l'acier et l'aluminium soulèvent de nombreux défis en Irlande du nord. En vertu du Cadre de Windsor, les autorités nord-irlandaises sont tenues d'appliquer les droits de douane européens sur les produits importés

depuis le reste du monde lorsque ces derniers sont sujets à des mesures de défense commerciale. Dans la mesure où l'Irlande du nord fait partie du territoire douanier du R-U, il est possible pour les opérateurs nord-irlandais d'obtenir le remboursement des droits payés s'ils apportent la preuve que le produit importé a été effectivement vendu sur le territoire nord-irlandais. Toutefois, ce mécanisme est jugé lourd par les entreprises nord-irlandaises, qui s'estiment « [victimes collatérales](#) » dans la guerre commerciale entre l'UE et les États-Unis. En effet, cette situation place l'Irlande du nord dans une situation de désavantage compétitif par rapport à la Grande-Bretagne, alors que les autorités britanniques ont décidé de ne pas imposer de mesures de rétorsion suite à l'imposition de droits de douane par les États-Unis sur l'acier et l'aluminium. Certains craignent aussi que l'Irlande du Nord ne soit utilisée comme une plateforme de contournement des droits américains par certaines entreprises européennes.

Le Parlement britannique se dit « inquiet » quant à [l'absence](#) de solution à long terme pour l'approvisionnement en médicaments vétérinaires en Irlande du Nord depuis la Grande-Bretagne. Pour rappel, la question de l'approvisionnement en médicaments vétérinaires en Irlande du Nord fait l'objet d'une période de grâce dans le cadre des accords post-Brexit, dont l'extension prendra fin en décembre 2025 et à l'issue de laquelle les produits importés en Irlande du Nord devront se soumettre à la législation européenne. L'association des vétérinaires britanniques s'exprime en faveur d'un accord vétérinaire entre l'UE et le Royaume-Uni, qui pourrait permettre de régler cette question de l'approvisionnement en médicaments en Irlande du Nord.

Le gouvernement britannique [annonce](#) une hausse de 2 Md£ de la capacité de prêt dédiée à la défense pour l'agence de crédit-export britannique (UKEF ou *UK Export Finance*). Cette mesure est destinée à faciliter l'accès au financement pour les gouvernements étrangers souhaitant acquérir des équipements de défense produits par ces exportateurs britanniques, et ainsi renforcer la compétitivité de ces derniers. Cette annonce porte la capacité de prêt dédiée à la défense à 10 Md£. Par le passé, UK Export Finance a apporté son soutien à plusieurs projets de cette nature : systèmes de défense aérienne à destination de la Pologne, avions Typhoon à destination du Qatar, navires à destination de l'Ukraine.

Le [think tank](#) Center for European Reform publie un papier interrogeant les similitudes entre la relation de l'Union européenne avec la Suisse d'une part et de l'Union européenne avec le Royaume-Uni d'autre part. Dans le contexte de la « relance » des relations euro-britanniques, le think tank envisage les leçons à tirer de l'accord entre conclu entre la Suisse et l'UE. En particulier, il considère que la Commission a établi un nouveau modèle pour l'intégration partielle au sein du marché unique, soulignant que la Commission est disposée à adopter une approche flexible tant que ses intérêts essentiels sont préservés. Le papier revient en détail sur les arrangements trouvés en matière de normes sanitaires et phytosanitaires ainsi que sur les modalités de l'alignement dynamique. Enfin, il rappelle les compromis acceptés par la Suisse (liberté de circulation des personnes, contributions financières au budget de l'UE).

Investissement

Le chancelier du Duché de Lancaster (ministre au sein du *Cabinet Office*), compétent pour les décisions de contrôle des investissements, impose des [conditions](#) l'acquisition de l'interconnecteur TI LirlC entre l'Ecosse et l'Irlande du Nord. Le gouvernement britannique autorise l'acquisition indirecte de l'interconnecteur d'électricité TI LirlC, via le rachat de la société d'investissement spécialisée dans les infrastructures Transmission Investment Holdings Ltd, par la société émirati TAQA LLC. Cette opération est conditionnée à la mise en œuvre de processus internes

destinés à garantir la sécurité des données, du personnel et des locaux liés à l'interconnecteur reliant l'Écosse à l'Irlande du Nord, lequel passe proche de la base navale britannique de Clyde.

De nouvelles mesures facilitant la gestion du [portefeuille](#) immobilier de la Couronne britannique devraient favoriser les investissements dans les infrastructures. En vertu du *Crown Estate Act 2025*, loi nouvellement entrée en vigueur, le gouvernement britannique dispose désormais de certaines flexibilités, notamment une capacité d'emprunt accrue, dans la gestion du portefeuille immobilier de la couronne. Ces mesures devraient favoriser l'investissement, en particulier dans les énergies propres et la régénération urbaine. En effet, le portefeuille de la Couronne comprend des propriétés urbaines, les terres agricoles mais également les fonds marins et côtiers. Il est géré de manière indépendante et génère des revenus pour le Trésor britannique.

Actualités financières

Réglementation financière

Rachel Reeves devrait repousser la réforme du *Cash ISA* après le *spring statement*. Ces comptes d'épargne à fiscalité avantageuse permettent aux Britanniques d'investir jusqu'à 20 000 £ par an, répartis librement entre quatre types d'ISA, dont le *Cash ISA*. Très attendue par les acteurs de la City, cette [réforme](#) vise à limiter la part des 20 000 £ pouvant être placée en *Cash ISA* afin d'inciter les épargnants, généralement averses au risque, à privilégier les investissements en actions. L'objectif est de rediriger une partie des 300 Md£ actuellement détenus en *Cash ISA* vers des titres plus dynamiques, soutenant ainsi les marchés et l'agenda de croissance du gouvernement. [Présentée](#) comme la plus grande réforme de l'épargne depuis la création des ISA en 1999, elle nécessite un équilibre entre liquidités et investissements en fonds propres. C'est pourquoi le gouvernement souhaite attendre après le *Spring Statement* pour affiner sa position. Une table ronde organisée par la *City of London Corporation* se tiendra d'ailleurs au lendemain de cette déclaration pour discuter des ajustements possibles.

Le gouvernement veut fusionner le régulateur des systèmes de paiements avec la *Financial Conduct Authority (FCA)*. Dans le cadre de la simplification de l'environnement réglementaire et de la réduction du nombre de régulateurs, le [gouvernement](#) a indiqué que le *Payment Systems Regulator (PSR)* serait absorbé par la FCA. Le [PSR](#) (doté de 180 personnes et d'un budget annuel de 28 M£) et la FCA (dotée de 5000 emplois et 750 M£ annuels) partagent d'ores et déjà les mêmes locaux. Le PSR s'était fait connaître dernièrement pour son projet de plafonner les frais interchanges sur les paiements transfrontaliers entre le R-U et l'Espace économique européen.

Le Trésor lance une évaluation du médiateur financier (FOS), qui est critiqué pour son traitement du scandale du crédit automobile. La secrétaire d'État aux services financiers, Emma Reynolds, [indique](#) que la revue visera à vérifier si le Financial Ombudsman Service n'exerce pas en réalité des fonctions de « quasi-régulateur ». Le FOS a été mis en cause pour avoir ouvert la voie à une indemnisation significative des consommateurs dans l'affaire des commissions dans le cadre des crédits accordés pour l'achat d'automobiles (*motor finance*). L'évaluation doit s'achever d'ici l'été.

La FCA déclare qu'aucune règle liée à la durabilité ne s'oppose aux investissements dans la défense. À l'aune des débats sur le financement de la défense, l'autorité de régulation financière indique dans une [déclaration officielle](#) que les règles sur la finance durable s'appliquent à toutes les entreprises et ne traitent pas de façon différenciée le secteur de la défense. En particulier, le régime de divulgation sur la

durabilité des produits d'investissements (*sustainability disclosure and labelling regime* ou SDR) ne prescrit pas quels investissements sont durables ou non, ni n'empêche les investissements dans la défense. Elle appelle à ne pas confondre la réglementation d'une part, et d'autre part les politiques internes des institutions financières quant au traitement de la défense.

Marchés financiers

En grande difficulté financière, *Thames Water* a obtenu l'approbation d'un prêt controversé de 3 Md£ évitant temporairement une renationalisation. L'entreprise, qui dessert 16 millions de personnes autour de Londres, a obtenu une [décision](#) favorable de la Cour d'appel dans un litige opposant ses créanciers principaux à des créanciers juniors. Ces derniers dénoncent des conditions de financement inéquitables, le prêt proposé affichant un taux d'intérêt élevé de 9,75 %, soit un coût de plus de 800 M£, compliquant la levée de fonds et l'arrivée de nouveaux investisseurs. L'Ofwat (le régulateur du secteur) est également [critiqué](#) pour avoir laissé *Thames Water* passer sous le contrôle de *hedge funds* et de créanciers principaux sans supervision formelle. Avec ces nouveaux fonds et l'accompagnement de la banque d'investissement Rothschild, *Thames Water* peut désormais chercher de nouveaux investisseurs et renforcer ses fonds propres pour assurer son financement à long terme. Toutefois, un recours devant la Cour suprême reste une possibilité pour les créanciers juniors.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr